

Commission : Développement Durable

Question: Vers une gestion mondiale des déchets industriels

Auteur: Malaisie

Depuis plus de 20 ans, le monde prend, peu à peu, pleinement conscience du risque environnemental qui pèse sur notre planète. Le réchauffement climatique, causé par le phénomène de gaz à effet de serre, menace d'en arriver à un point d'irréversibilité, où toute tentative de réaction ne servira plus à rien.

De plus, plusieurs rapports environnementaux (tel que celui de la GIEC) ont avéré que ce réchauffement était dû, par-dessus tout, à l'activité humaine. Pour y remédier, plusieurs champs d'action sont envisageables tant à l'échelle locale qu'internationale. Un secteur primordial dans cette lutte est la gestion des déchets industriels, car il représente près de la moitié des émissions de CO₂ dans l'atmosphère.

Autour de la gestion des déchets, les questions fusent : comment les éliminer ? Où les stocker ? Quel est l'impact sur l'environnement et la santé ?

Nous avons pu différencier les déchets industriels (D.I.) en 3 types: les déchets industriels banals (ex: textile, carton, bois...) ; les déchets industriels dangereux (ex: déchets toxiques, déchets chimiques, déchets nucléaires), ceux-ci nécessitant un traitement particulier compte tenu de leur dangerosité pour la santé humaine et pour l'environnement ; et les déchets inertes (ex: déchets du bâtiment). Déchets qui ne se décomposent pas et ne brûlent pas.

Dans la gestion des D.I. certaines techniques comme la mise en décharge et l'incinération ont des répercussions nocives sur l'environnement, pollution des nappes phréatiques et de l'air. Mais celle-ci sont les moins coûteuses donc les plus utilisées.

Bien sûr, des solutions moins polluantes existent, mais elle nécessite souvent des investissements. Néanmoins, sur le long terme, ces techniques peuvent se révéler plus économiques. Réutilisation, recyclage et valorisation énergétique sont envisageables à faible coût à condition de sensibiliser davantage les populations et que les réglementations soient appliquées. Le temps est à la revalorisation des déchets, à l'économie circulaire, à l'écologie industrielle.

Dans les pays riches, des réglementations strictes et de nombreux investissements ont été mis en œuvre pour minimiser les répercussions. Au contraire, les pays pauvres manquant de moyens et ayant bien d'autres problèmes, tombent parfois dans un laisser-aller qui cause des graves catastrophes environnementales et sanitaires. De plus, certains pays riches exportent illégalement leurs D.I. dans des pays pauvres qui ne pourront, bien sûr, pas les gérer correctement.

La Malaisie est un pays récent (1957) qui a su grandir très vite économiquement grâce à des mesures avant-gardistes et une bonne gestion, contrôle de ses ressources naturelles, sans pour autant oublier les aspects sociaux et environnementaux. Un système de suivi national pour mesurer la qualité de l'air et de l'eau a déjà été établi depuis 1970, ce qui montre la réelle préoccupation de nos dirigeants.

De plus, 25% des déchets produits sont de source industrielle en Malaisie. Notre pays est donc un des principaux intéressés à ce que tous les pays trouvent un accord commun afin de répondre aux nombreux problèmes posés.

En tant que pays émergent, la Malaisie souhaiterait partir sur de bonnes bases environnementales, tout en ne pénalisant pas son économie en hausse et le travail social déjà réalisé auparavant.

Pour cela, les pays riches devront aider les pays pauvres ainsi que les superviser et peut-être les sanctionner en cas de non-respect des accords établis. Il faut une coopération internationale sur le sujet pour que les pays en développement apprennent des expériences des pays développés, mettre en place des accords internationaux pour encadrer les flux de déchets dans le monde (exportation illégales de déchets dangereux), aider les pays en développement à trouver des financements pour développer des technologies de traitement des déchets plus respectueuses de l'environnement et pour promouvoir et encadrer l'économie circulaire à l'échelle internationale.

Il y a beaucoup de difficultés liées mais des solutions plausibles et réalisables. Ce que notre pays demande c'est qu'il y ait un réel consensus international pour que les États se fixent des objectifs réalistes à atteindre par chacun des pays, mais à la hauteur des espérances. Il faut que dans chaque pays des politiques volontaristes prennent des mesures concrètes pour relever le challenge imposé et que les résultats se fassent sentir.